Projet MAF

Flux Ministère des Finances ↔ INAMI

(Version 1.5 de Mai 2003)

L'objet de ce document est de présenter les flux échangés entre le Ministère des Finances et l'INAMI dans le cadre du « Maximum à Facturer ».

Remarque 01/2004

Ce document ne tient pas compte du passage par la BCSS et de l'utilisation du flux XML L330. Toutes informations relatives à ces aspects peuvent être lues sous

[..\Analyses\AF- flux XML-mailbox BCSS.doc](#)

ou sous

[\\Develop\toinami_sgca\Inami-CA\Projects & Applications\MAF\Documentation générale\Documents informatifs\Présentation de l'application.doc](#)

Les principes définis dans ce document restent cependant valables en 2004 et années svtes

INAMI → MINISTÈRE DES FINANCES	3
1.1. STRUCTURE DE L'ENREGISTREMENT.....	3
1.2. DESCRIPTION.....	3
1.3. PRINCIPES.....	4
1.4. DEMANDE/NISS.....	4
1.5. ANNÉE DE REVENU :.....	4
MINISTÈRE DES FINANCES → INAMI	5
1.6. ADAPTATIONS RÉALISÉES PAR LE MIN. FIN.	5
1.6.1. Numéro de demande	5
1.6.2. Codes	5
1.6.3. Devise	6
1.6.4. Numéro du conjoint	6
1.7. STRUCTURE DES ENREGISTREMENTS	7
Record 1	8
1.7.2. Description Zones record 1	9
1.7.3. Record 9 : faute dans la validation.....	11
1.7.4. Description Zones record 9	12
1.8. DÉLAI.....	13
1.9. CALCUL DES REVENUS.....	13
1.9.1. Définitions	13
1.9.2. Calcul des revenus individuels	14
1.10. TRAITEMENT DES CODES	15
1.10.1. Valeurs possibles.	15
Remarques.....	17
1.11. REJET DES RÉPONSES DU MINISTÈRE DES FINANCES.....	18
1.12. DÉFINITIONS.....	19

INAMI → Ministère des Finances

1.1. Structure de l'enregistrement

Les demandes de certificats de revenus adressées par l'Inami au Ministère des Finances respecteront la structure définie ci-dessous.

Number	From	To	(bytes)	FORMAT	REP	DESCRIPTION
1	0	3	4	N		exercice d'imposition
2	4	14	11	N		numéro NISS
3	15	25	11	A		numéro de demande MF
4	26	27	2	N		filler (Nullen)
5	28	31	4	N		code institution (Inami)

1.2. Description

Exercice d'imposition

Année suivant l'année de perception des revenus

Numéro NISS

Numéro identifiant transmis par l'OA

Numéro de demande MF

Numéro de suite attribué, par l'application MâF, à cette demande de revenus
(sans aucune identification de la mutualité d'affiliation)

Code institution

Constante attribuée à l'Inami (= 8501)

1.3. Principes

L'Inami préparera périodiquement un fichier de demande de revenus à destination du Ministère des Finances.

A intervalle régulier, les demandes des mutualités n'ayant pas encore fait l'objet d'un envoi, seront rassemblées et traitées.

1.4. Demande/NISS

Une demande de revenus sera envoyée au Ministère des Finances pour chaque membre du ménage MAF. Lors de la création des demandes, il ne sera pas tenu compte de liens familiaux ou de l'âge.

Ceci signifie que dans le cas d'un ménage fiscal (Monsieur Y + Madame X + fils Z (4 ans) + fille W(18 ans)), nous expédierons une demande pour Monsieur Y et une demande pour Madame X, malgré le fait que ces deux personnes figurent sur le même 'avertissement extrait de rôle' (document transmis à chacun d'entre nous par le fisc).

Nous introduirons également une demande de certificat de revenus pour chacun des autres membres, à savoir dans cet exemple, le fils Z et la fille W.

Chaque demande sera identifiée par un numéro unique.

Le Ministère des Finances a apporté quelques modifications à son application IPMAFXL (demande de certificat de revenus) afin de répondre aux besoins de l'application Maximum à facturer (cfr ci-dessous 1.6. Adaptations réalisées par le Min.Fin).

1.5. Année de revenu :

Les revenus de l'année MAF sont inconnus du Ministère des Finances. L' administration fiscale ne dispose pas des revenus de l'année courante . De façon certaine, ne sont connus que les revenus de la troisième année antérieure à l'année en cours.

La notion d'année de revenus la plus récente étant difficile à exprimer, la demande de revenus sera systématiquement et uniquement introduite pour **l'année MAF – 3**. Année MAF est une donnée venant de la demande de l'O.A.

Année MAF-3 signifie que nous introduisons une demande de certificat de revenus pour l'exercice d'imposition MAF-2. Les revenus transmis dans la réponse du Ministère des Finances seront les revenus de l'année MAF-3.

Exemple : pour l'année MAF 2002 , la SmaIS-MvM demandera le certificat de revenus pour l'exercice d'imposition 2000 (= revenus de 1999).

L'opération one-shot(2001) sera une exception à cette règle MAF-3, ce seront les revenus 1999 qui seront pris en compte également.

Ministère des Finances → INAMI

1.6. Adaptations réalisées par le Min. Fin.

1.6.1. Numéro de demande

Le numéro de demande attribué par l'Inami est transmis dans la demande de certificat adressée au Ministère des Finances. Ce numéro sera indiqué en lieu et place de l'éventuel numéro identifiant le conjoint.

Cette information figure en retour dans la réponse du Ministère des Finances. Le traitement des réponses du Ministère des Finances est facilité et nous permet d'associer sans erreur, une demande à une réponse.

1.6.2. Codes

Différentes informations quant à la situation fiscale du ménage nous sont transmises par le Ministère des Finances. Ceci se traduit par l'emploi de codes variés.

⇒ **Code retour (fout code)** : ce code est transmis par le Ministère des Finances lors d'un **rejet de notre demande**

1	Signifie qu'il s'agit d'erreur dans les données (ex : exercice imposition 1900)
2,3	Signifie que le numéro identifiant la personne est inconnu de leur répertoire (ex : numéro bis)
4	Signifie que le code institution utilisé est fautif (code attribué à l'Inami par le Ministère des Finances)

⇒ **Code attest** : ce code caractérise la réponse du Ministère des Finances (**demande acceptée**).

0	Signifie qu'il s'agit d'une situation normale
1	Signifie qu'il s'agit d'un duplicata, un certificat de revenu identique figure déjà dans le fichier de réponse transmis par le Ministère (situation normale)
3	Signifie que la personne est non-imposable
6	signifie que le Ministère des Finances ne disposent pas encore des revenus pour cet exercice d'imposition
2,7,8	signifient qu'aucune donnée ne figurent dans l'application 276C1.

⇒ **Model** : ce code caractérise les personnes qui ne sont pas soumises à l'impôt des personnes physiques (IPP).

8	signifie qu'il s'agit d'une personne non soumise à l'IPP (fonctionnaires internationaux par exemple)
9	signifie qu'il s'agit d'une personne n'ayant pas de déclaration IPP à souscrire.

⇒ **Grensarbeider** : ce code caractérise les travailleurs frontaliers

1	France
2	Pays bas
3	Allemagne

⇒ **Speciale aanslag** : ce code caractérise un enrôlement spécial. Dans ce cas, l'exercice d'imposition correspond à l'année de perception des revenus.
Exemple : exercice d'imposition 2000 , revenus 2000.

1.6.3. Devise

Tous les montants transmis seront libellés en Euro

1.6.4. Numéro du conjoint

L'indication, dans notre demande, des 2 numéros identifiants les membres d'un ménage fiscal (Monsieur et Madame) n'est plus obligatoire.

En cas de ménage fiscal, la demande de certificat de revenus peut être introduite indifféremment avec le numéro identifiant l'époux ou avec le numéro identifiant l'épouse.

Le Ministère des Finances nous retourne dans les deux cas, l'ensemble des revenus du ménage fiscal.

Notons cependant qu'il est impossible d'obtenir les revenus d'un ménage fiscal en interrogeant la base de données du Ministère à partir d'un numéro identifiant une personne à charge (un enfant par exemple) !

1.7. Structure des enregistrements

La réponse du Ministère des Finances est transmise sous forme de 2 types d'enregistrement.

Nous ne détaillerons que les zones importantes .

Le record 1 est transmis lorsque notre demande est acceptée

Le record 9 est transmis en cas de rejet.

1.7.1. Record 1

Ministère des Finances - INAMI (SmaIS-MvM)

FILE DESCRIPTION.

IPMAFXL

Antwoord : Record 1

RECSIZE : 334
BLOCKSIZE : 16032

Attribut Number	POSITION		LENGTH (bytes)	FORMAT	REP	DESCRIPTION
	From	To				
1	0	0	1	N		record code is = 1
2	1	11	11	N		nationaal nummer van de belastingplichtige
3	12	15	4	N		code instelling
4	16	53	38	A		naam
5	54	95	42	A		straat en nummer
6	96	99	4	N		postnummer
7	100	131	32	A		woonplaats
8	132	139	8	N		datum van uitvoering programma minfin
9	140	150	11	N		numéro de demande partiel
10	151	161	11	n		numéro NN de l'épouse
11	162	199	38	a		nom de l'épouse
12	200	203	4	n		exercice
13	204	207	4	n		année de revenus
14	208	209	2	N		aantal personen ten laste/ kinderen
15	210	211	2	N		aantal personen ten laste/andere gezinsleden
16	212	213	2	N		aantal gehandicapte personen/kinderen
17	214	215	2	N		aantal gehandicapte personen/andere gezinsleden
18	216	216	1	N		speciale vermindering
19	217	227	11	N		netto inkomsten onroerende
20	228	238	11	N		netto inkomsten roerende
21	239	249	11	N		bedrijf belastingplichtige
22	250	260	11	N		bedrijf belastingplichtige gehuwde vrouw
23	261	271	11	N		bedrijf diverse
24	272	282	11	N		bedrijf vrijgestelde
25	283	293	11	N		bedrijf gezamenlijk belastbaar inkomen
26	294	304	11	N		bedrijf afzonderlijk belastbaar inkomen
27	305	315	11	N		inkomen zelfstandigen / belastingplichtige
28	316	326	11	N		inkomen zelfstandigen / belastingplichtige gehuwde vrouw
29	327	329	3	A		munteenheid van inkomsten
30	330	330	1	N		code attest
31	331	331	1	N		model
32	332	332	1	N		front Mme
33	333	333	1	N		front Mr

1.7.2. Description Zones record 1

Nationaal nummer van de belastingplichtige

Numéro du Registre National

Code instelling

Code institution = code délivré à l'Inami

Datum uitvoering programma minfin

Date d'exécution de l'application du Ministère des Finances

Numéro de demande 'partiel'

Numéro qui figurait dans la demande transmise par l'Inami

Numéro national de l'épouse

Numéro du Registre National de l'éventuel conjoint

Nom de l'épouse

Nom du conjoint

Exercice

Exercice d'imposition

Année de revenus (Jaar van de inkomsten)

Année de perception des revenus

Aantal personen ten laste/kinderen

Nombre de personnes (enfants) à charge

Aantal personen ten laste/andere gezinsleden

Nombre de personnes (autres que enfants) à charge

Aantal gehandicapte personen /kinderen

Nombre d'enfants handicapés

Aantal gehandicapte personen /andere gezinsleden

Nombre de personnes handicapées

Speciale vermindering

Code précisant qu'il s'agit d'un enrôlement spécial (enrôlement plus rapide)

Netto inkomsten onroerende

Revenus nets immobiliers du ménage fiscal

Netto inkomsten roerende

Revenus nets mobiliers du ménage fiscal

Bedrijf belastingplichtige

Revenus professionnels du contribuable (isolé ou époux)

Bedrijf belastingplichtige gehuwde vrouw

Revenus professionnels de l'épouse

Diverse

Revenus divers du ménage fiscal

Vrijgestelde

Revenus exonérés

Gezamenlijk belastbaar inkomen

Revenus imposables globalement

Afzonderlijk belastbaar inkomen

Revenus imposables distinctement

Inkomen zelfstandigen/belastingplichtige

Revenus d'indépendant / contribuable

Inkomen zelfstandigen/belastingplichtige gehuwde vrouw

Revenus d'indépendant / épouse du contribuable

Munteenheid

Devise (Eur)

Code attest

Code précisant la réponse

0 = cas normal

1 = duplicata (déjà eu une demande)

3= non-imposable

6= données pas encore connues

2,7,8= données indisponibles

Model

Code précisant une qualité du contribuable

8 = non soumis à l'impôt des personnes physiques (fonctionnaire international)

9 = dispensé de souscrire une déclaration

Front Mme (Grensarbeider Epouse)

Travailleurs frontaliers

1 en France

2 au Pays-Bas

3 en Allemagne

Front Mr (Grensarbeider Epoux)

Travailleurs frontaliers

1 en France

2 au Pays-Bas

3 en Allemagne

1.7.3. Record 9 : faute dans la validation

En cas d'erreur à la validation des données et/ou rejet de notre demande, le Ministère des Finances nous transmet le record ci-dessous.

Ministère des Finances - INAMI (SmaIS-MMM)

FILE DESCRIPTION

IPMAFXL

Antwoord : Record 9 (faute)

RECSIZE: 334

BLOCKSIZE: 16032

Attribut Number	POSITION		LENGTH (bytes)	FORMAT	REP	DESCRIPTION
	From	To				
1	0	0	1	N		record code is =9
2	1	11	11	N		nationaal nummer van de belastingplichtige
3	12	15	4	N		code instelling
4	16	16	1	N		fout code
5	17	53	37	A		blancos
6	54	57	4	N		exercice
7	58	95	38	A		blancos
8	96	99	4	N		blancos
9	100	131	32	A		blancos
10	132	139	8	N		datum van uitvoering programma minfin
11	140	150	11	N		numéro de demande partiel
12	141	333	193	N		blancos

1.7.4. Description Zones record 9

Nationaal nummer van de belastingplichtige

Numéro du Registre National

Code instelling

Code institution = code délivré à l'Inami

Fout code

Code identifiant l'erreur

1 = erreur dans les données

2,3 = identifiant non connu dans le répertoire du Ministère des Finances

4 = code institution fautif

Exercice

Exercice d'imposition

Datum uitvoering programma minfin

Date d'exécution de l'application du Ministère des Finances

Numéro de demande

Numéro qui figurait dans la demande transmise par l'Inami

1.8. Délai

Le délai de réception d'un certificat de revenus après l'envoi d'une demande au Ministère des Finances sera de 3 semaines.

1.9. Calcul des revenus

1.9.1. Définitions

Selon l'Art. 17. § 1er concernant le maximum à Facturer :

« Sont pris en considération les revenus nets visés à l'article 6, alinéa 2, du Code des Impôts sur les revenus 1992, relatifs à l'année la plus récente pour laquelle un impôt a été enrôlé »

Selon l'art 6 du CIR92 (code des impôts sur le revenus):

« L'ensemble des revenus nets est égal à la somme des revenus nets des catégories suivantes :

- ⇒ Les revenus des biens immobiliers*
- ⇒ Les revenus des capitaux et biens mobiliers*
- ⇒ Les revenus professionnels*
- ⇒ Les revenus divers »*

Le Ministère des finances nous transmet en outre le montant des Revenus imposables globalement et le montant des Revenus imposables distinctement.

Nous établirons les revenus du ménage MàF en additionnant les revenus nets de chacun des membres du ménage MàF.

Les revenus nets d'un membre du ménage sont établis selon la formule ci-dessous :

Revenus professionnels de l'intéressé + sa quote part dans les revenus globalisés du ménage fiscal [revenus mobiliers + revenus immobiliers + revenus divers + revenus imposables distinctement] .

1.9.2. Calcul des revenus individuels

Dans le cas d'un ménage fiscal , nous effectuerons la répartition des revenus mobiliers, des revenus immobiliers, des revenus divers et des revenus imposables distinctement en fonction des revenus professionnels.

⇒ Formule générale de calcul des revenus nets de X :

Rev prof de X + [(Rev Mob+Rev Immob+Rev Divers+Rev Imp distinctement)*(Rev prof X / Rev prof X + Rev prof Y)]

⇒ Exemple :

Revenu professionnel de Monsieur Albert : 40.000 €

Revenu professionnel de Madame Joséphine : 10.000 €

Revenus immobiliers du ménage fiscal : 5000 €

Revenus divers du ménage : 2000 €

Revenus imposables globalement : 57000 €

Revenus imposables distinctement : 4000 €

⇒ Calcul des revenus nets de Monsieur Albert :

$$40.000 + [(5000 + 2000 + 4000) * 40.000 / 50.000] = 48.800 \text{ €}$$

⇒ Calcul des revenus nets de Madame Joséphine :

$$10.000 + [(5000 + 2000 + 4000) * 10.000 / 50.000] = 12.200 \text{ €}$$

1.10. Traitement des codes

En fonction de la valeur des différents codes transmis par le Ministère des Finances , nous déterminons le code revenu qualifiant l'information reçue.

Ce code revenu est déterminé en combinant les différents codes mentionnés dans la réponse expédiée par le Ministère des Finances (fout code, code attest, model, grensarbeiders).

Cette valeur sera mentionnée sous la variable 'CodeRevenu' de la table DemandesMF

1.10.1. Valeurs possibles.

Code	Description	Explication	Action
91	Rejet de la demande par le Ministère des Finances	Erreur de datas (ex : Niss alphanumérique)	Examiner le programme, la db et réintroduire une demande
92	Rejet de la demande par le Ministère des Finances	Identifiant inconnu, ne figurant pas dans la db du minfin Numéro bis Nouveau Numéro national n'ayant pas encore souscrit de déclaration d'impôts (ex : enfant)	Tester s'il s'agit d'un numéro bis
93	Rejet de la demande par le Ministère des Finances	Identifiant inconnu, ne figurant pas dans la db du minfin Numéro bis Nouveau Numéro national n'ayant pas encore souscrit de déclaration d'impôts (ex : enfant)	Tester s'il s'agit d'un numéro bis
94	Rejet de la demande par le Ministère des Finances	Numéro identifiant l'institution est fautif	Numéro constant dans notre application (code erreur 'impossible')

00	Acceptation	Revenus transmis	Situation idéale
03	Acceptation	Aucun revenu mentionné – contribuable ‘non-imposable’	Signaler la situation aux OA
33	Acceptation	Aucun revenu mentionné – contribuable ‘non-imposable’, moins de 16 ans	Signaler la situation aux OA
06	Acceptation	Données pas encore connues	Signaler la situation aux OA
02	Acceptation	Données indisponibles (taxation manuelle)	Signaler la situation aux OA
07	Acceptation	Données indisponibles (parti à l'étranger)	Signaler la situation aux OA
08	Acceptation	Données indisponibles	Signaler la situation aux OA
09	Acceptation	Enrôlement spécial (code aanslag)	Signaler la situation aux OA
18	Acceptation	Aucun revenu mentionné– contribuable exonéré d'impôts (ex : fonctionnaires internationaux.)	Signaler la situation aux OA
19	Acceptation	Aucun revenu mentionné– contribuable dispensé de souscrire une déclaration d'impôts (ex : contribuable bénéficiant de faible revenus non imposable et non indexés depuis des années)	Signaler la situation aux OA.
49	Acceptation	Aucun revenu mentionné– idem 19 mais moins de 16 ans	Signaler la situation aux OA.
21	Acceptation	Travailleur frontalier , France	Signaler la situation aux OA.
22	Acceptation	Travailleur frontalier , Pays-Bas	Signaler la situation aux OA.
23	Acceptation	Travailleur frontalier, Allemagne	Signaler la situation aux OA.

Remarques

En examinant ces différents codes , il apparait que les contribuables (ménage ou isolé) bénéficiant de faibles revenus seront identifiés soit par :

- ⇒ le code 03 'non-imposable'
- ⇒ le code 19 'dispense de déclaration'

Nous ne disposerons donc pas des revenus pour ces individus susceptibles d'être les premiers concernés par le Maximum à Facturer. (à titre informatif ; sur 6.000.000 déclarations à l'impôts des personnes physiques, il en ressort 1.500.000 Non-Imposables).

Le Ministère ne peut détaillé plus précisément ces critères.

En outre ,de nombreuses demandes seront rejetées, il s'agira soit

- ⇒ De numéros Bis (si ceux-ci figurent dans la demande des OA).
- ⇒ De numéros nationaux n'ayant pas encore souscrit de déclarations d'impôts.

Exemple : Enfants ou jeunes adultes (les personnes âgées de plus de 16 ans sont en principes connues du minfin).

Mais aussi : nouveaux numéros nationaux (numéros Bis devenus Numéros Registre National) !

Notons que nous interrogeons la base de données du Ministère des Finances sur base d'une situation 'vieille' de 3 ans. Toute demande de certificat de revenus introduite pour un identifiant inconnu de cette base de données sera rejetée.

Un individu, n'ayant jamais bénéficié de revenus et ayant débuté sa carrière professionnelle en 2001 ou 2002 ne figurera pas dans la Database du Ministère des Finances avant d'être 'enrôlé' (taxé). Une demande de certificat de revenus pour ce type d'individu sera rejetée.

1.11.Rejet des réponses du Ministère des Finances

Dès réception du fichier contenant les certificats de revenus envoyés par le Ministère des Finances, nous effectuons différents contrôles (voir Contrôles ci-dessous) avant acceptation de ces données.

Les enregistrements n'ayant pas satisfait à ces contrôles sont insérés dans la table des rejets (RejRéponsesMF).

Régulièrement, ces rejets sont transmis au Ministère des Finances. Ceci devrait permettre la correction de leur application.

En ce qui concerne les demandes pour lesquelles nous avons rejetés la réponse, un programme de contrôle des '*demandes restées en suspens*' générera une nouvelle demande par la suite.

Dans l'attente d'une éventuelle réponse (tributaire de la correction des données de l'application du Ministère) doit-on avertir les mutualités que l'information est incomplète et que la déclaration sur l'honneur est judicieuse ? .

Contrôles :

- ⇒ Contrôles des données (format, longueur...)
- ⇒ Contrôles des numéros identifiants
- ⇒ Contrôles des numéros de demandes...

1.12.Définitions

NON-IMPOSABLES

Il n'en existe aucune définition légale. Il s'agit en fait d'une "catégorie" usitée par l'administration dans sa gestion courante. Les "non-imposables" sont des contribuables assujettis à l'IPP, dont la hauteur des revenus et/ou les spécificités de la situation personnelle ou familiale (handicap, charges de famille, etc.) sont telles que, en définitive, ils ne sont redevables d'aucun impôt. Si, par ailleurs, ils n'ont pas non plus droit à un quelconque remboursement, p.ex. de précompte professionnel retenu sur leurs rémunérations, l'administration classe le dossier "NI" et ne procède pas à la régularisation de leur situation via un enrôlement.

NON-RENOUVELABLES

Ce sont les contribuables dispensés de souscrire une déclaration annuelle à l'IPP. Ici, la situation est bel et bien organisée par l'art. 178 de l'AR/CIR 92.

"Art. 178

§ 1er. Les contribuables qui n'ont pas d'activité professionnelle sont dispensés de l'obligation de déclaration à l'impôt des personnes physiques lorsque leurs revenus imposables sont inférieurs à :

- 1° la quotité du revenu exemptée d'impôt lorsqu'il s'agit d'un isolé;
- 2° la somme des quotités des revenus exemptées d'impôt lorsqu'il s'agit de conjoints.

§ 2. Sont également dispensés de l'obligation de déclaration à l'impôt des personnes physiques les contribuables qui ne doivent pas déclarer d'autres revenus imposables que :

- 1° des revenus de biens immobiliers imposables à concurrence des revenus cadastraux;
- 2° des pensions, rentes et allocations en tenant lieu, à l'exclusion des :
 - a) capitaux et valeurs de rachat;
 - b) rentes de conversion de capitaux et valeurs de rachat;
 - c) revenus de l'épargne-pension.

Par dérogation à l'alinéa 1er, la dispense de l'obligation de déclaration ne s'étend pas aux contribuables suivants :

- 1° les veufs ou les veuves non remariés ayant un ou plusieurs enfants à charge;
- 2° les pères ou les mères célibataires ayant un ou plusieurs enfants à charge;
- 3° les contribuables ayant un ou plusieurs enfants de moins de 3 ans à charge;
- 4° les contribuables, pour l'année de mariage, lorsque leur conjoint n'a pas bénéficié de ressources d'un montant net supérieur à 68.000 F;
- 5° les veufs ou les veuves, pour l'année du décès de leur conjoint, lorsque ce conjoint n'a pas bénéficié de ressources d'un montant net supérieur à 68.000 F.

Par dérogation à l'alinéa 1er, la dispense de l'obligation de déclaration n'est pas non plus applicable aux contribuables qui :

- 1° disposent de revenus d'origine étrangère;
- 2° paient des intérêts déductibles;
- 3° effectuent des dépenses donnant droit à une réduction d'impôt;
- 4° effectuent des dépenses déductibles;
- 5° effectuent des versements anticipés.

§ 3. La dispense de l'obligation de déclaration est applicable pour l'exercice d'imposition dont la période imposable suit l'année civile au cours de laquelle les conditions visées au §1er ou au §2 ont été remplies."